

28 juillet 1915 – 28 juillet 2015 : 100 ans après, à quand la fin de la récréation ?

Une lettre aux candidats

Samuel Pierre

Cent ans, c'est vite passé. Triste souvenir que rappelle cette date du 28 juillet: il y a 100 ans, débutait en Haïti l'occupation américaine qui devrait durer jusqu'en 1934. Il y a cent ans, ce pays qui avait gagné de haute lutte son indépendance de la France colonialiste et impérialiste perdait sa souveraineté au profit d'un autre pays impérialiste, cette fois-ci l'Amérique voisine, conséquence d'une instabilité politique qui paraissait à l'époque sans issue, aux yeux de certains. Cent ans après, la situation générale a-t-elle vraiment changé ?

Pour répondre à cette question, j'ai revisité certains textes du début du siècle dernier, dont l'un en particulier sous la plume de Joseph Justin, intitulé: LES RÉFORMES NÉCESSAIRES. QUESTIONS HAÏTIENNES D'ACTUALITÉ. Voici un premier extrait de sa préface qui date du 28 juillet 1915 :

La mesure est comble.

Il n'y a plus une seule faute à commettre. Haïti est au ban des nations civilisées.

Aujourd'hui, personne ne conteste la gravité du mal et l'imminence du péril.

Tout le monde s'inquiète du lendemain. Mais ce mal qui a ses causes a aussi ses remèdes. Et cet ouvrage que nous offrons au public a précisément pour objet de reconnaître les unes et d'indiquer les autres...

L'heure est solennelle !

Les souffrances sont des leçons.

Est-ce trop demander à celui qui, désormais, briguera l'honneur de diriger nos destinées, d'avoir tout au moins « la science de la bonté » ?

Est-ce trop lui demander de présenter un programme immédiatement réalisable?...

Oui, nous devons rompre définitivement avec « ces traditions surannées et paralysantes. »

Notre salut est à ce prix¹.

Cent ans après, en 2015, force est de reconnaître que ce texte est encore d'actualité, avec des inquiétudes, des préoccupations et des questionnements qui gardent encore toute leur pertinence.

Oui, aujourd'hui encore, « Haïti est au ban des nations civilisées ».

Oui, « aujourd'hui, personne ne conteste la gravité du mal et l'imminence du péril ».

1. À moins d'indication contraire, toutes les citations sont tirées de: Joseph Justin, *Les réformes nécessaires. Questions haïtiennes d'actualité*, Imprimerie Edmond Chenet, 138, Rue du Peuple, Port-au-Prince, 1915.

Oui, aujourd'hui encore, « *tout le monde s'inquiète du lendemain* ».

Oui, aujourd'hui encore, « *l'heure est solennelle!* ».

Aujourd'hui, en 2015, par un hasard de l'histoire, nous voici en année électorale pour renouveler les dirigeants politiques, avec un très grand nombre de candidats qui souhaitent ardemment diriger nos destinées. Pour tous ces candidats, à un niveau ou à un autre, qui brûlent du désir d'occuper de hautes fonctions consacrées fondamentalement à la défense de l'intérêt général et à la promotion du bien commun, je reprends à mon compte ces questions qui hantaient Joseph Justin il y a exactement 100 ans :

Est-ce trop demander à celui qui, désormais, briguera l'honneur de diriger nos destinées, d'avoir tout au moins « la science de la bonté? »

Est-ce trop lui demander de présenter un programme immédiatement réalisable?...

Plus loin dans son ouvrage datant de 1915, dans le chapitre d'introduction, Joseph Justin écrit ceci :

Certes, nous devons avoir le courage de le reconnaître et de le dire tout haut. De 1804 à nos jours, nous n'avons accompli aucun progrès dans l'œuvre générale de l'Humanité. Nous avons, au contraire, fait une œuvre de destruction, un travail de mort.

Maintenant, après tant de fautes accumulées, nous sommes tombés si bas que nous ne demandons tout simplement que le droit de vivre.

Pour dur que soit ce jugement porté sur notre premier siècle de vie de peuple libre, il comporte néanmoins une part de vérité dont il faut prendre acte aujourd'hui pour construire collectivement des lendemains meilleurs. Dans l'esprit de cette « œuvre de destruction » et du « travail de mort » dont parle Justin, J. Franklin Ford, rapporté dans *Le Nouvelliste* du 18 mai 1915, eut à dire :

Tout ce que je puis dire d'Haïti, c'est que la nature a tout fait pour elle et les hommes ont tout fait contre elle².

2. In Joseph Justin, idem

Et quant à la déchéance dont parle Justin et qui se résume à un simple « droit de vivre », il y a un dicton populaire qui le traduit bien : « Pito nou lèd nou la ».

Non, il est temps aujourd'hui, un siècle après 1915, de sortir de notre torpeur, de nous ressaisir, de nourrir des ambitions nationales plus nobles que le simple « droit de vivre », à tout prix et n'importe comment. Il est temps de mettre fin au « Pito nou lèd nou la » qui nous confine dans un destin de peuple incapable de refaire l'histoire, son histoire, pourtant glorieuse et riche d'enseignements pour l'humanité. Le destin des peuples se construit par des réalisations collectives qui renforcent le sentiment d'appartenance et la confiance dans la capacité de bâtir des lendemains meilleurs. Ce n'est pas la nature ni la chance qui donnent cela. C'est plutôt l'œuvre d'hommes et de femmes responsables, déterminés, entretenant une grande conviction et capables de prendre en main l'avenir de leur pays.

Aujourd'hui encore, un siècle après le débarquement des *Marines* en Haïti qui consacra notre incapacité de prendre en main nos destinées, la situation ne s'est pas significativement améliorée. En effet, quand on n'a pas les *Marines* d'hier, on a la MINUSTHA d'aujourd'hui. Cent ans après !

À quand la fin de la récréation ? À quand le retour en classe ? La fin des folies et de la cupidité ? La fin de l'irresponsabilité ? La fin de la corruption généralisée ? La fin de la dégénérescence morale ? La fin de l'enrichissement illicite impuni et valorisé ? La fin du non-État ? La fin de l'exercice du pouvoir par procuration ? La fin du népotisme qui tue le mérite et qui maintient en poste les personnes les moins douées pour faire avancer la chose publique (*res publica*) ? La fin de la décadence de l'État qui a perdu à travers le temps le contrôle de la gestion du pays, le contrôle de notre économie, le contrôle du budget national, le contrôle des élections, le contrôle de la démographie, le contrôle de l'exode de la population appauvrie vers les pays voisins ? La fin du défaitisme qui inhibe de plus en plus ceux et celles qui devraient constituer les forces vives de la nation ? La fin de l'arbitraire et du non droit qui fait pendre sur la tête de tous les citoyens une sorte d'épée de Damoclès ? La fin d'un régime constitutionnel qui souffre aujourd'hui d'authenticité et qui se révèle impraticable au regard de notre culture et des moyens économiques dont dispose le pays ? La fin de la léthargie sociale grimpante et du désespoir qui se généralise ? La fin de l'indifférence grandissante face à la dégénérescence globale ? La fin du « Pito nou lèd nou la » ? La fin de la descente aux enfers ? ■